

## Désordres de grandeur

(paru dans *Swisspowershift*, 14 janvier 2026) : <https://swisspowershift.ch/neutralite-carbone-en-suisse-desordres-de-grandeur/>)

Selon les chiffres de la Confédération, la Suisse émet directement plus de 40 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> fossile par année. Elle héberge encore plus d'un million de maisons mal isolées. Grâce au Programme Bâtiments et entre 2011 et 2024, les émissions de CO<sub>2</sub> ont pu être réduites de 27 millions de tonnes. Il est pour le moins incongru que les Chambres fédérales coupent dans ce programme, qui est l'outil le plus économique pour abaisser les émissions de gaz à effet de serre en Suisse.

Ce d'autant que la loi sur le climat et l'innovation, approuvée par le peuple en juin 2023 dispose que « l'effet des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine générées en Suisse soit ramené à zéro d'ici à 2050 ». On voit mal comment arriver au zéro net si on réduit les moyens les plus efficaces pour obtenir cette diminution. De plus demeureront des émissions dites « difficilement évitables », estimées par le Conseil fédéral à une douzaine de millions de tonnes par an en 2050 (une grosse moitié par l'industrie, l'autre part étant due à l'agriculture). Pour les compenser, on recourra aux certificats de compensation (les indulgences du 21<sup>e</sup> siècle) et aux bien connus « puits de carbone » que représentent par exemple les forêts.

Il faudra aussi tabler sur de nombreuses techniques de capture, de stockage, de réutilisation, d'émissions négatives. Leur variété impressionne et, pour les décrire, les acronymes pullulent. Mais à ce jour le potentiel de ces techniques reste faible. En Europe, l'ambition est de parvenir à réduire, grâce à ces technologies, entre 40 et 75 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an – et ceci alors que l'Union Européenne en a émis 3,31 milliards en 2021... En Suisse, elles ne permettront, selon les projections du Conseil fédéral, qu'à diminuer les émissions de quelques millions de tonnes en tout, d'ici 2050, alors que d'ici là des centaines de millions de tonnes auront été émises. Sans oublier que, ainsi que le rappelait *Le Monde* en mai 2025, à ce jour les entreprises de capture du CO<sub>2</sub> dans l'air émettent plus de carbone qu'elles n'en éliminent.

Pour couronner le tout, une publication de l'EPFZ parue en mars 2024 prévoyait que les coûts de ces techniques vont rester élevés et rester trois fois au-dessus d'estimations initiales. L'étude prévoit qu'en 2050 il en coûtera entre 230 et 540 dollars pour extraire une tonne de l'atmosphère. Le fameux projet Climeworks, dont il a beaucoup été question dans les médias, extrait même du CO<sub>2</sub> atmosphérique pour un coût approchant les 1000 francs la tonne. Or, entre 2005 et 2024, le prix des certificats d'émission de CO<sub>2</sub> a oscillé entre 0,01 et 106 euros par tonne. Il se situe aujourd'hui entre 70 et 80 francs. Cette disproportion rend peu vraisemblable une généralisation rapide de procédés si onéreux.

Autant dire que ces techniques illustrent le même syndrome que la volonté de relance du nucléaire – qui ne serait d'aucune utilité dans les dilemmes énergétiques à traiter dans les vingt-cinq prochaines années. Couper dans des subventions utiles et exprimer une confiance aveugle envers des techniques immatures, c'est le côté pile et le côté face du même immobilisme, littéralement irresponsable.